

VEILLE GENERALISTE

PLANS DE SUPPORT ET PLANS DE RELANCE



Le Covid-19 a provoqué un ralentissement inédit de l'économie avec l'arrêt brutal de la production, une consommation inférieure de 33% par rapport à la normale et une chute de l'investissement. Cette note recense les **contributions de différents acteurs politiques, économiques et de la société civile au plan de relance** (I) ; les différents **plans de support sectoriels** annoncés (II) ; et les propositions devant alimenter le **plan de relance structurel, PLF2021 et PLFSS 2021** attendus au second semestre (III). **Les éléments liés au Ségur de la Santé ne sont pas traités dans cette note.**

- **Premières annonces de l'exécutif**

Dès son [adresse](#) du 13 avril 2020 aux Français, **Emmanuel MACRON** appelait à « **préparer l'après** », c'est-à-dire à bâtir une économie plus forte, une « **indépendance agricole, sanitaire, industrielle et technologique** ».

Le 29 avril, devant la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, Bruno LE MAIRE a déclaré qu'un **plan de relance n'interviendrait pas avant la rentrée de septembre 2020**. Ce plan reposerait sur **quatre piliers**, séquencé **en deux temps** : **avant l'été**, soutien aux secteurs du tourisme, aéronautique et automobile ; **à l'automne**, soutien à l'investissement ; soutien à la demande ; et coordination européenne.

Bruno LE MAIRE a esquissé quelques grandes orientations : **construire une économie décarbonée**, en évitant une relance basée sur les énergies fossiles ; **relocaliser les chaînes de valeur**, en étant à la pointe sur l'innovation technologique et compétitif ; lutter contre les inégalités. Le **volet social** du plan de relance inclurait quatre priorités : l'inclusion numérique, la lutte contre le décrochage, l'insertion professionnelle des jeunes et la solidarité de proximité.

Le ministre des Comptes publics **Gérald DARMANIN** a assuré le 29 avril que le gouvernement n'avait pas renoncé « à la réflexion » sur une **baisse des impôts de production**, tout en reconnaissant que les collectivités locales pourraient connaître des difficultés financières en 2021.

Concernant la coordination européenne, Bruno LE MAIRE a insisté : « *rien ne serait pire que d'avoir la France qui prend certaines dispositions pour son plan de relance et l'Allemagne qui ne prendrait pas des dispositions similaires. Il faut que la relance soit massive et que l'UE réponde présente et vienne soutenir les plans de relance nationaux* ». Il a évoqué la **possible révision de la politique européenne de la concurrence**, la mise en place d'une **taxe carbone aux frontières de l'Europe** et d'une **taxation des géants du numérique**. Pour ce faire, l'UE pourrait prendre appui sur le Green Deal. Le 18 mai, **Emmanuel MACRON et la chancelière, Angela MERKEL, ont proposé un plan de relance européen**, doté d'un fonds de **500 milliards d'euros** qui figurerait au budget de l'Union européenne (UE). Ils suggèrent d'autoriser la Commission européenne à financer ce fonds en empruntant sur les marchés au nom de l'UE.

- **Calendrier prévisionnel**

- ➔ **JUIN :**

- Mise en œuvre des plans de support sectoriels tourisme, aéronautique, automobile
- PLFR3

- ➔ **SEPTEMBRE/ OCTOBRE**

- Une loi de relance
- Le PLF2021
- Une éventuelle conférence sociale
- Projet de loi de financement la Sécurité sociale 2021 (PLFSS)

LES CONTRIBUTIONS AU PLAN DE RELANCE ET AU MONDE D'APRÈS

Passée la phase aigüe de la crise sanitaire, de nombreuses personnalités politiques, acteurs économiques, fondations et associations ont esquissé leur vision du monde d'après et apporté des contributions au futur plan de relance.

- **1^{er} AVRIL – Institut de l'économie pour le climat (I4CE).** Dans sa [publication](#) d'avril, l'I4CE propose une relance verte. Les investissements à venir doivent converger vers la rénovation énergétique des logements privés, celle des bâtiments tertiaires, les infrastructures de transport en commun urbain, les infrastructures ferroviaires et cyclables, les voitures particulières bas-carbone, la production d'électricité renouvelable.

- **2 AVRIL – Laurent BERGER, secrétaire général de la CFTD, favorable à un rétablissement de l'ISF.** Invité de [Franceinfo](#), le 2 avril, Laurent BERGER préconise une participation accrue des plus fortunés à la reprise de l'économie française : leur « participation par le biais de l'ISF ou un autre dispositif fiscal est posée ».

- **6 AVRIL – Régions de France.** Le 6 avril, l'association Régions de France a proposé un [plan de relance économique](#) autour de trois volets : à court terme, une **relance par la demande** ; un volet de moyen-long terme au travers d'un **new deal industriel et environnemental** ; une stratégie s'appuyant sur des **processus et outils nouveaux, simples et efficaces**, pour disposer de moyens financiers massifs.

- **10 AVRIL – Geoffroy ROUX de BÉZIEUX, président du Medef,** dans un entretien au [Figaro](#), estime qu'il faudra « se poser tôt ou tard la question du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter en travaillant plus la création de croissance supplémentaire ».

- **19 AVRIL – Xavier BERTRAND, président de la région Hauts-de-France.** Invité sur [Europe 1](#), le 19 avril, **Xavier BERTRAND a souligné l'importance de penser dès maintenant à un plan de relance**, en consultant les acteurs de terrain. Il s'agit de donner aux Régions les **moyens de relocaliser et de réindustrialiser**. Éviter un chômage de masse suppose de sauver des entreprises et de créer des emplois. La Banque centrale européenne (BCE) devra soutenir les États dans cet effort.

- **21 AVRIL – Haut Conseil pour le climat.** Avec les dix-huit recommandations du [rapport](#) « Climat, santé », le Haut Conseil pour le climat appelle à ce que **les enjeux climatiques soient au cœur des plans post crise du Covid-19**. « Les mesures budgétaires et fiscales devront être subordonnées à des perspectives compatibles avec la transition bas-carbone (...), et privilégier les secteurs structurants et porteurs d'emplois en lien avec une transition bas carbone juste ».

- **23 AVRIL – La Commission européenne sur un plan autour de 1 500Mds d'euros.** Le [23 avril](#), Ursula VON DER LEYEN, présidente de la Commission européenne, a été mandatée par les 27 pour présenter une proposition de budget européen qui tienne compte d'un plan de relance robuste pour les années 2021-2027. Angela MERKEL s'est prononcée pour un budget européen important qui englobe le plan de relance, quand **la France souhaiterait un véhicule financier distinct**. Les discussions sur ce super budget européen se prolongeront jusqu'à un prochain sommet, probablement fin juin.

- **29 AVRIL – Philippe VARIN, président de France Industrie.** Dans une tribune aux [Échos](#), Philippe VARIN estime qu'il est urgent que les mesures actuelles de soutien soient relayées par des mesures de relance. Selon lui, il faut **inventer un nouveau modèle productif** qui intégrera le risque de rupture d'approvisionnement, le coût du carbone, le coût du chômage structurel ou celui des fractures sociales. C'est-à-dire **relocaliser** certains maillons stratégiques des chaînes de valeur, **développer les circuits courts** et, **amender notre fiscalité de production** ou encore **créer des dispositifs performants de formation**.

- **30 AVRIL – François BAROIN, président de l'Association des maires de France (AMF).** Le 30 avril, dans un entretien au [Figaro](#), **François BAROIN**, le président de l'Association des maires de France (AMF), estime que **la relance devra passer par de l'investissement public dans quatre secteurs clés** : l'agroalimentaire, la santé, l'environnement et le numérique. Les **collectivités locales** seront en première ligne. Il appelle également de ses vœux une conférence sociale pour former un consensus. Quant au financement de cette relance, François BAROIN prône **une dette perpétuelle portée par la Banque centrale européenne (BCE) ou par le Mécanisme européen de stabilité (MES)**. « Une augmentation d'impôts, couplée à une réduction de dépenses globales, serait contreproductive et certainement récessive ».


- **3 MAI – 90 dirigeants d'entreprises appellent à une mobilisation collective pour faire de la relance économique un accélérateur de la transition écologique.** Le 3 mai, en tête **Jean-Laurent BONNAFÉ**, administrateur directeur général de BNP Paribas et président de l'association des Entreprises pour l'Environnement, et plus de 90 dirigeants d'entreprises ont appelé, dans une [tribune](#) au Monde, à **faire de la relance économique un accélérateur de la transition écologique**, dans un **souci réaffirmé de justice sociale**. « Nous croyons qu'il est aujourd'hui possible de faire de ces moyens financiers un accélérateur d'une relance verte et inclusive. Les plans de relance à venir constituent autant d'occasions pour que les investissements nécessaires confortent les trajectoires de transformation ». **Elisabeth BORNE**, la ministre de la Transition écologique, leur a répondu dans une lettre publiée dans le [JDD](#), le 24 mai : « je les appelle à démontrer leur engagement avec des mesures concrètes » qu'elle liste (mesures détaillées dans la partie III).



- **6 MAI – L'Institut Montaigne** a formulé [neuf propositions](#) concernant le travail pour faciliter la reprise de l'économie : **inciter à l'augmentation du temps de travail**, notamment dans les administrations publiques ; supprimer le jeudi de l'Ascension comme jour férié ; supprimer la première semaine des vacances scolaires de la Toussaint en 2020.



- **6 MAI – Emmanuel FABER, PDG de Danone, devant le Sénat.** Le 6 mai, auditionné par la commission des affaires économiques du [Sénat](#), Emmanuel FABER, PDG de Danone, a appelé à une **relance verte**. Le « Green Deal » pourrait être une solution. Sur le plan de relance économique, il estime qu'on ne peut traiter de la même façon les 330 grandes entreprises françaises et les petites entreprises, les entrepreneurs, qui mettront la clé sous la porte s'ils ne bénéficient pas d'aides. Emmanuel FABER a plaidé pour **une redéfinition du modèle agricole et alimentaire français et européen**. Il est essentiel d'**intégrer le coût du carbone dans l'évaluation du modèle productif**, dans la performance des entreprises, dans la mesure du produit national brut, **mais aussi dans la valeur des produits**. « En France ce que l'on paie ne correspond pas au coût réel de notre alimentation ».



- **6 MAI –** Dans un [communiqué de presse](#) du 6 mai, **les associations représentatives des élus locaux (Régions de France, l'ADF, l'AMF, Villes de France, l'AMRF, l'AdCF...)** ont appelé à la mise en œuvre sans délai d'un dispositif d'évaluation, permettant d'objectiver les dépenses exceptionnelles engagées par les collectivités locales et les pertes de recettes en lien avec la crise sanitaire. En particulier, ces associations demandent **l'abandon de la remise en cause des impôts économiques locaux**. Elles réaffirment la place essentielle qu'occupe cette fiscalité économique, qui contribue au financement de l'action économique et à l'aménagement du territoire.

- **6 MAI – Jean-Marc JANCOVICI et son association The Shift Project ont lancé un plan participatif de transformation des activités essentielles** (se nourrir, se loger, se déplacer, se soigner, travailler, échanger...), intitulé « [Crise\(s\), climat : plan de transformation de l'économie française](#) ». Il s'agit de rendre notre système économique plus vertueux. La méthode est la suivante. Une équipe est chargée d'imaginer les contours d'une telle transformation pour les secteurs fragilisés par la crise : par exemple, les contreparties « décarbonantes » aux aides de l'État par filière, par territoire et par acteur. Une autre est chargée de structurer pour chaque secteur, un plan de transformation en termes d'emploi et de besoins de formation, d'organisation et de flux physiques.



- **7 MAI - La Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (iFRAP),** dans un [rapport](#) publié le 7 mai, préconise notamment une **baisse d'impôts** (41Mds d'euros) et un **allongement de la durée du travail**.



- **7 MAI – Principes et propositions de Nicolas HULOT.** Le 7 mai, **Nicolas HULOT**, militant écologiste et ancien ministre de la Transition écologique et solidaire, a décliné dans [Le Monde cent principes fondateurs pour le monde de l'après-crise du Covid-19](#). Ses propositions sont accompagnées de celles de 9 personnalités, parmi lesquelles la militante écologiste Vandana SHIVA, la coprésidente du GIEC Valérie MASSON-DELMOTTE, le secrétaire général de la CFDT Laurent BERGER ou encore l'ancien chef économiste de l'AFD Gaël GIRAUD. Selon lui, il est urgent de « réparer la planète », « relocaliser des pans entiers de l'économie », « entendre la jeunesse ».



- **11 MAI – François ASSELIN, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME).** Le 11 mai sur [RTL](#), François ASSELIN, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises, demande un plan de relance avant l'été pour **donner de la visibilité aux chefs d'entreprise** : « Le plan de relance doit être annoncé avant l'été pour aborder la rentrée en confiance ». Sur le fait de travailler plus pour compenser les pertes économiques, François ASSELIN a indiqué : « Avant de savoir si on peut travailler plus, il faut déjà avoir plus de travail ». Il faut **relancer en priorité les secteurs – comme l'aéronautique et la construction – qui génèrent beaucoup de main d'œuvre** : « Il faut donner du travail aux Français ».



- **11 MAI – Valérie PÉCRESE, présidente du conseil régional d'Île-de-France.** Invitée sur [RTL](#), **Valérie PÉCRESE demande un plan de relance avant l'été**, et une régionalisation de ce plan. Elle plaide pour **un plan spécifique, sur deux ans, pour les entreprises qui embauchent des jeunes diplômés, avec zéro charge sociale**.



- 

11 MAI – Raymond SOUBIE, ancien conseiller social de Nicolas SARKOZY. Dans un entretien aux [Échos](#), le 11 mai, Raymond SOUBIE prône des **accords de transformation dans les entreprises**, avec des engagements sur l'emploi d'un côté et des concessions sur le temps de travail de l'autre côté. Il juge que le gouvernement pourra difficilement échapper à une taxation des plus aisés.
- 

12 MAI – Les patronats européens souhaitent une relance économique coordonnée. Le Medef et ses homologues allemand et italien publient, le 12 mai, une [position commune](#) dans les [Échos](#) pour **peser sur les décisions des gouvernements et des institutions européennes quant au futur plan de relance européen**. Les trois patronats approuvent l'**encadrement temporaire du dispositif de contrôle des aides de l'État**. Au-delà du premier paquet de mesures, ils demandent la création d'**un fonds européen de relance**. Après la reprise de l'offre, des politiques nationales fortes devront **soutenir la demande**, via des **baisses d'impôts** et des **dépenses publiques**. **La réponse budgétaire doit être solidaire**, avec « *des ressources communes au profit des pays les plus touchés* ». Il faut **s'appuyer sur le Green Deal** pour donner un nouvel élan à la numérisation, pour soutenir les investissements dans les technologies clés et renforcer les chaînes de valeur stratégiques.
- 

12 MAI – Éric WOERTH, président (LR) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a présenté au [Parisien](#) les grandes lignes de son plan de relance. Parmi les idées évoquées par Éric WOERTH : la **transformation du chômage partiel en un allègement de charges pour les entreprises, une baisse ciblée de la TVA pour les secteurs très touchés, et des mesures pour l'investissement**. Autre idée : un allègement de charges pour les entreprises embauchant des jeunes.
- 13 MAI – 66 parlementaires à la fibre écologique et sociale ont publié [30 propositions](#), sur la plateforme collaborative « [Le jour d'après](#) », pour préparer le monde d'après la crise du Covid-19.** Ces mesures s'articulent autour de quatre principes : santé, sobriété, solidarité, souveraineté. En matière de santé, ils proposent notamment la revalorisation des rémunérations des soignants et un grand plan de rénovation énergétique. Quant à la souveraineté, ils suggèrent la relocalisation d'une partie de l'activité économique.
- 

14 MAI – Des personnalités de la gauche et de l'écologie appellent à « *tourner la page du productivisme* ». Dans une [tribune](#), publiée sur le site de l'Obs, cent cinquante personnalités proches de la gauche et de l'écologie, dont Olivier FAURE (PS), Yannick JADOT (EELV) ou Ian BROSSAT (PCF), appellent à une « *convention du monde commun* ».
- 

18 MAI – Emmanuel MACRON et la chancelière Angela MERKEL ont proposé un [plan de relance européen](#), doté d'un fonds de **500Mds d'euros** qui figurerait au budget de l'UE. Ils proposent notamment d'**accroître les investissements soutenant les transitions écologique et numérique, la recherche et l'innovation**. La Commission européenne serait autorisée à financer ce fonds en empruntant sur les marchés au nom de l'UE. Ces fonds seraient transférés sous forme d'aides aux régions et aux secteurs les plus touchés par la crise. Ce plan devra être validé par tous les États membres.
- 

18 MAI – Christine LAGARDE, présidente de la BCE. Dans un entretien aux [Échos](#), la présidente de la Banque centrale européenne a déclaré que **le plan européen de relance budgétaire doit être rapide, massif, solide et, aider davantage les États qui en ont le plus besoin**. Ce plan devra s'attacher à « *investir dans les biens publics communs* » (sécurité sanitaire, transition écologique, numérique).
- 

19 MAI – Les propositions du nouveau groupe parlementaire : Écologie, démocratie, solidarité. Les 17 membres issus de l'aile gauche et écologiste de La République en Marche ont présenté 15 priorités sur lesquelles ils vont travailler. Parmi elles : un plan d'investissement de 5Mds d'euros sur trois ans pour la transition écologique et solidaire des collectivités locales et un soutien à la relocalisation de la production, associé à des « *contreparties sociales et écologiques fortes* » pour le plan de relance de l'économie.
- 

24 MAI – Gérald DARMANIN, dans un entretien au [JDD](#), plaide pour une généralisation de l'actionnariat salarié. Le ministre n'envisage pas d'augmenter la fiscalité ou de baisser drastiquement les dépenses publiques.
- 

25 MAI – François HOLLANDE, ancien Président de la République, invité de [France Inter](#), a avancé un plan en 5 points pour la France, à appliquer dès juillet, avec notamment l'idée d'un « *chèque déconfinement* » accordé à près de 10 millions de Français. Il propose aussi de **soutenir par des investissements publics les « industries de vie »** liées à la santé, l'alimentation, l'hygiène, le logement, l'énergie, l'éducation, la recherche, la protection de l'environnement...

PLANS DE SUPPORT ET PLFR 3

Entre les mesures de soutien aux entreprises en crise dévoilées en mars/avril par l'exécutif et le plan de relance structurel annoncé pour le second semestre, le gouvernement propose depuis mai des **plans intermédiaires sectoriels** destinés à aider les secteurs les plus durement affectés : automobile, aéronautique et tourisme.

SECTEURS	MESURES ET CONTREPARTIES
AUTOMOBILE	<p>Un plan de sauvetage pour le constructeur automobile Renault (Twitter, 24.04.2020) Le 24 avril sur TFI, Bruno LE MAIRE a annoncé que le constructeur français Renault devrait obtenir un prêt de 5 milliards d'euros, garanti par l'État.</p> <p>Le président de la République a dévoilé, le 26 mai, un plan de soutien à l'automobile en trois axes (Twitter, 26.05.2020). Les mesures présentées sont recensées dans le dossier presse « Plan de soutien à l'automobile. Pour une industrie verte et compétitive ».</p> <ol style="list-style-type: none"> Soutien à la demande <ul style="list-style-type: none"> - La prime électrique passe de 6 000 à 7 000€ pour les particuliers et à 5 000€ pour les entreprises ou les collectivités. - Un bonus de 2 000€ pour l'achat d'un véhicule hybride rechargeable. - A partir du 1^{er} juin 2020, pour les 200 000 premiers achats, une prime à la conversion de 3 000€ (ou 5 000€ pour un véhicule électrique). Sont éligibles au dispositif les Français dont le revenu fiscal est inférieur à 18 000€ (soit trois-quarts des Français). - accélération du déploiement <i>des bornes électriques</i>, sur tout le territoire, pour atteindre l'objectif des 100 000 bornes dès 2021. Investissement dans la production <ul style="list-style-type: none"> - 200 millions d'euros de subventions, dans la montée en gamme et la transformation, pour les équipementiers et sous-traitants. - Un fonds d'investissement de 600 millions d'euros pour moderniser la filière. L'État apportera les deux tiers de cette somme, Renault et PSA le dernier tiers. - 150 millions d'euros dès 2020 pour la recherche et le développement dans le véhicule du futur. Constructeurs <ul style="list-style-type: none"> - 8 milliards d'euros d'aides pour faire de la France le premier producteur de voitures propres en Europe. En contrepartie, les constructeurs devront relocaliser et consolider leur production sur le territoire français. - En contrepartie des aides à la filière automobile, Renault a accepté de rejoindre le programme européen de batteries électriques porté par PSA et le groupe Saft, filiale de Total.
AÉRONAUTIQUE	<p>Un plan de sauvetage pour Air France-KLM (Twitter, 29.04.2020) Bruno LE MAIRE a annoncé, le 24 avril, des prêts bancaires pour 4Mds d'euros et une avance de l'État de 3Mds d'euros au groupe Air France-KLM, fortement touché par la chute du trafic aérien. Le ministre a depuis détaillé les contreparties auxquelles devra se soumettre l'entreprise.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Air France devra réduire ses vols intérieurs sur les trajets où une alternative ferroviaire existe ; - L'entreprise devra tenir des engagements de rentabilité et d'impact environnemental, parmi lesquels « <i>la réduction de 50% de ses émissions de CO₂ par passager et par km entre 2005 et 2030</i> ». - Tenir d'ici 2025 l'objectif de 2% de carburants alternatifs durables incorporés dans les réservoirs des avions. Les investissements futurs devront être fléchés sur le renouvellement de la flotte long et moyen-courrier.
TOURISME	<p>Les parlementaires appellent au patriotisme touristique Une soixante de parlementaires appellent, dans une tribune au Figaro, le 20 avril, les Français à soutenir le secteur touristique après la levée du confinement. Ils souhaitent un plan de relance pour garantir la pérennité de ce secteur stratégique qui représente 7,2% du PIB et 2 millions d'emplois directs et indirects. Seule une fréquentation dense des destinations françaises aidera à relever cette filière : « <i>Les Français doivent rester en France pour permettre à nos territoires de retrouver un nouvel élan</i> ».</p> <p>Un plan Marshall pour le tourisme Le 12 mai, Olivier SICHEL, directeur général adjoint de la Caisse des Dépôts et directeur de la Banque des Territoires, avait évoqué sur BFM TV, un plan Marshall de 1,3Md d'euros pour soutenir le tourisme, un secteur très durement touché par la crise sanitaire. Le 14 mai, le Premier ministre a détaillé ce plan d'aide qui sera mis en œuvre par Bpifrance, filiale de la Caisse dédiée aux entreprises. Il contient les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1,3Md d'euros d'investissements ; - Exonérations de cotisations sociales patronales dues entre mars et juin ; - Les collectivités locales pourraient prévoir des allègements de taxe de séjour pour 2020 ainsi qu'un dégrèvement des deux tiers de la cotisation foncière des entreprises du secteur ; - Le plafond quotidien d'utilisation des tickets restaurants sera doublé, de 19 euros à 38 euros, à compter de la réouverture des restaurants.

Passées les annonces de crise et les plans de support, le gouvernement devra annoncer au second semestre un plan de relance structurel composé d'une loi dédiée et des textes budgétaires pour 2021. Le tableau ci-dessous recense les **contributions concrètes de différents acteurs pour alimenter cette séquence**. Il sera actualisé tous les 15 jours.

THEME	PROPOSITIONS EN DEBAT
<p>UN PLAN DE RELANCE EUROPÉEN, NATIONAL ET RÉGIONAL</p>	<p align="center">National</p>
	<p>Dans son adresse du 13 avril aux Français, Emmanuel MACRON appelait déjà à « préparer l'après », c'est-à-dire à bâtir une économie plus forte, une « <i>indépendance agricole, sanitaire, industrielle et technologique</i> ». Le Président de la République présentera, dans un premier temps, le 26 mai, le plan de sauvetage pour le secteur automobile.</p>
	<p align="center">Européen</p>
	<p>Le 23 avril, Ursula VON DER LEYEN a été mandatée par les 27 pour présenter une proposition de budget européen qui tienne compte d'un plan de relance robuste pour les années 2021-2027. Ce plan tournerait autour de 1 500Mds d'euros. Ce plan de relance européen adossé au budget européen de long terme (2021-2027) doit être présenté le 27 mai.</p>
<p>SOUTIEN A L'ÉCONOMIE ET À L'INVESTISSEMENT OU LE RETOUR DE L'ÉTAT PROVIDENCE</p>	<p align="center">Régional</p>
	<ul style="list-style-type: none"> o Éric WOERTH, 12 mai, Le Parisien : Dispositif de participation des pouvoirs publics, notamment des régions, dans le capital d'entreprises des secteurs touchés. o Dans leur communiqué de presse du 6 avril, les Régions – chefs de file du développement économique, de la transition écologique et de l'aménagement du territoire – déclarent souhaiter que le futur plan de relance soit coconstruit avec l'État. <ul style="list-style-type: none"> - Les Régions proposent de construire ce plan sur 3 axes : un contrat de relance à effets immédiats, une nouvelle politique industrielle dans le cadre d'un deal environnemental et des outils de mise en œuvre simples et efficaces. - Concernant la nouvelle politique industrielle : identifier les secteurs clés et grandes filières à relocaliser, créer les conditions de la durabilité économiques des chaînes de valeur, orienter notre modèle productif pour permettre une véritable transition énergétique et écologique de l'économie, répondre à un besoin d'investissement massif dans la production d'EnR, dans la performance énergétique des bâtiments...
	<p align="center">Souveraineté économique et relocalisation</p>
<p>SOUTIEN A L'ÉCONOMIE ET À L'INVESTISSEMENT OU LE RETOUR DE L'ÉTAT PROVIDENCE</p>	<ul style="list-style-type: none"> o Dans un entretien au Figaro, le 22 mai, Bruno LE MAIRE a déclaré que le plan de relance serait un véritable plan de transformation : « <i>Avec le président de la République et le premier ministre, nous avons un objectif stratégique : la souveraineté économique de la France</i> ». Lignes directrices : compétitivité et décarbonation de notre économie. o Éric WOERTH, 12 mai, Le Parisien : Introduction d'un livret C, avec un taux de rémunération équivalent au livret A pour soutenir l'investissement et la relocalisation dans les secteurs stratégiques (aéronautique, spatial, défense, intelligence artificielle, robotisation des PME, numérique). o Dans Libération, Arnaud MONTEBOURG défendait, le 7 avril, la réappropriation de secteurs industriels stratégiques par l'État.
	<p align="center">Retour de l'État providence</p>
	<ul style="list-style-type: none"> o Dans l'Obs du 15 mai, pour Nicolas HULOT, il faut passer du libre-échange au juste échange en mettant à plat les politiques commerciales européennes, en relocalisant les chaînes de valeur, en particulier grâce à un Buy Sustainable Act (loi d'achats durables). o Dans leur tribune à l'Obs du 14 mai, 150 personnalités de la gauche et de l'écologie appellent à rénewer l'action publique, notamment en repensant et en développant des emplois publics. La France doit mettre en chantier un nouveau système de protection sociale. Les priorités : assurer un revenu digne à tous, abandonner la réforme de l'assurance-chômage, relancer l'initiative Territoires zéro chômeur de longue durée. o Dans Le Monde du 27 avril, l'eurodéputé Emmanuel MAUREL, proche de La France insoumise, estime que l'heure des néolibéraux est passée : « <i>On vient de subir trente ans d'idéologie de haine de l'État et peut être que ça se termine aujourd'hui</i> ». o Dans Le Monde du 27 avril, Thomas PIKETTY estime que le « <i>nouvel État social demandera une fiscalité juste et un registre financier national et international, afin de pouvoir mettre à contribution les plus riches et les grandes entreprises</i> ». o Laurent BERGER souhaite une redistribution accrue des richesses, via un impôt exceptionnel sur des entreprises liées à des secteurs qui n'ont pas été impactés par la crise, voire qui ont réalisé des bénéfices. o Toujours dans Le Monde du 27 avril, Julien BAYOU, secrétaire national d'EELV prônait une garantie universelle des loyers, comme cinquième pilier de la protection sociale. Il souhaite une intervention publique renforcée.
<p>UNE INCITATION À LA</p>	<p align="center">TVA réduite</p>
	<ul style="list-style-type: none"> o Éric WOERTH, 12 mai, Le Parisien : baisser la TVA sur certains produits dans des secteurs à déterminer.

CONSOMMATION ET DEMANDE	<ul style="list-style-type: none"> ○ PPL de Brigitte KUSTER (LR Paris) du 12 mai : « <i>sauver les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration</i> » en instaurant un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée à 5,5 %.
	<p style="text-align: center;">Augmentation des revenus</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ François HOLLANDE, sur France Inter le 25 mai, a proposé un plan pour le pouvoir d'achat. Mesure : un chèque déconfinement versé à près de 10 millions de Français. Pour les plus modestes, il pourrait aller de 300 à 700 euros. ○ Dans un entretien au JDD le 23 mai, Gérald DARMANIN propose de généraliser, simplifier et étendre l'actionnariat salarié. L'objectif étant que les salariés actionnaires perçoivent une part non symbolique des bénéfices de l'entreprises et augmentent ainsi leur pouvoir d'achat, en plus de leurs salaires par l'intéressement. ○ Dans Le Monde, le 12 mai, Patrick MIGNOLA, chef de file des députés MoDem, propose une augmentation de l'ensemble des salariés des secteurs public et privé, en généralisant l'intéressement. ○ PPL de Hubert WULFRANC (GDR Seine-Maritime) du 28 avril : augmenter le salaire minimum interprofessionnel de croissance au 1^{er} juillet 2020.
	<p style="text-align: center;">Aides à la consommation</p> <p>Éric WOERTH, 12 mai, Le Parisien :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Reprendre, pour l'automobile, le dispositif de prime à la casse ; ○ Distribution de « <i>coupons de réduction</i> » par l'État et les collectivités pour acheter des produits ciblés, fabriqués en France, dans les secteurs les plus touchés par la crise
DES CONTREPARTIES EN MATIÈRE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE	<ul style="list-style-type: none"> ○ Dans une lettre publiée dans le JDD le 23 mai, Elisabeth BORNE énumère à destination des entreprises des mesures concrètes pour faire davantage pour l'écologie : 400 euros pour les salariés à vélo, la mise en place de deux jours de télétravail par semaine pour ceux qui le souhaitent, supprimer le plastique à usage unique sur les lieux de travail, restauration collective et les événements, favoriser les produits alimentaires locaux et de saison... ○ Olivier FAURE (PS), Yannick JADOT (EELV), Ian BROSSAT (PCF), parmi d'autres personnalités de la gauche et de l'écologie ont appelé à une transition écologique accélérée, dans une tribune du 14 mai, publiée sur le site de l'Obs. ○ Devant le Sénat le 6 mai, Emmanuel FABER a appelé à une relance verte. Il faut redéfinir notre modèle agricole et alimentaire français et européen, intégrer le coût du carbone dans l'évaluation du modèle productif, dans la performance des entreprises, dans la mesure du produit national brut, mais aussi dans la valeur des produits ○ Dans une tribune au Monde le 3 mai, l'association des entreprises pour l'environnement appelle à faire de la relance économique un accélérateur de la transition écologique, dans un souci réaffirmé de justice sociale ○ Dans « Climat, santé : mieux prévenir, mieux guérir », le Haut Conseil pour le Climat souhaite que « <i>la sortie de crise et la relance intègrent l'urgence climatique – diminution des émissions de gaz à effet de serre et adaptation aux changements inéluctables</i> ».
UNE ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE FISCALE	<p style="text-align: center;">Augmentation des impôts</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Émilie CARIOU, députée REM de la Meuse, journal Le Monde, 12 mai : hausse de 2 ou 3 points du prélèvement forfaitaire unique, créé en début de quinquennat, sur les revenus du capital ; Création d'une tranche de fiscalité supplémentaire pour les très hauts revenus. ○ PPL de Daniel FASQUELLE (LR Pas-de-Calais) du 28 avril pour une vraie solidarité économique face à la crise sanitaire du Covid-19 : créer une « <i>Contribution extraordinaire de solidarité économique nationale en période d'état d'urgence sanitaire</i> », suivant un modèle proche de la TVA et en affectant l'ensemble des recettes perçues au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC). ○ PPL de Christophe NAEGELEN (UDI Vosges) du 28 avril visant à augmenter les recettes de la taxe sur les transactions financières afin de participer au financement des mesures d'urgence prises pour faire face à l'épidémie de Covid-19.
	<p style="text-align: center;">Rétablissement d'un impôt sur la fortune</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ PPL de Patrick KANNER (SR Nord) du 15 mai : financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune. ○ Dans une tribune publiée sur l'Obs le 14 mai, 150 personnalités de la gauche et de l'écologie sont favorables au rétablissement d'un ISF et au renforcement de la progressivité de la fiscalité des revenus. « <i>La France devra appeler une contribution anti-crise des citoyens les plus aisés</i> ». ○ Selon Raymond SOUBIE, dans un entretien aux Échos le 11 mai, le gouvernement ne pourra pas échapper à une taxation des plus aisés. ○ Laurent BERGER, France Info, 2 avril : « <i>La participation des plus riches, par le biais de l'ISF ou d'un autre dispositif fiscal, est posée</i> ».

	<p style="text-align: center;">Baisse des impôts</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ L'IFRAP dans un rapport publié le 7 mai, préconise une baisse d'impôts (41Mds d'euros). ○ PPL de Josiane CORNELOUP (LR Saône-et-Loire) du 28 avril : suspendre la perception des droits de terrasse pour l'année 2020. ○ PPL de Jean-Pierre VIGIER (LR Haute-Loire) du 28 avril : exonérer de charges sociales et fiscales les entreprises, les commerçants, les artisans et les agriculteurs situés en zones de revitalisation rurale. <p style="text-align: center;">Fiscalité de production</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Dans un entretien au Figaro, le 22 mai, le ministre de l'Économie préconise la diminution des impôts de production pour rester attractif et relocaliser des productions sur le territoire français. ○ Dans un communiqué de presse du 6 mai, les associations représentatives d'élus locaux demandent l'abandon de la remise en cause des impôts économiques locaux. ○ Philippe VARIN, président de France Industrie, prône dans les Echos du 29 avril un plan de soutien massif en matière de fiscalité de production pour restaurer la compétitivité de l'appareil productif français. ○ Selon Bruno LE MAIRE, il est également urgent de trouver un accord international sur la taxation des géants du numérique, de mettre en place une taxation minimale à l'impôt sur les sociétés pour lutter contre l'optimisation fiscale et d'instaurer une taxe carbone aux frontières de l'UE. ○ Dans leur tribune à l'Obs le 14 mai, les 150 personnalités de la gauche et de l'écologie prônent une taxation des secteurs qui ont bénéficié de la crise et de ceux qui ont décidé de continuer à distribuer des dividendes ou à s'enrichir dans les paradis fiscaux.
RECHERCHE ET INNOVATION	<p>Émilie CARIOU, députée Écologie Démocratie Solidarité de la Meuse, dans Le Monde du 12 mai : conditionner le crédit d'impôt recherche à l'implantation d'unités de production en France ou en Europe.</p>
SOCIAL	<p style="text-align: center;">Une conférence sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Comme François BAROIN, Patrick MIGNOLA (président du groupe MODEM à l'Assemblée nationale) a appelé l'exécutif dans Le Monde du 12 mai à organiser une conférence ○ Le 11 mai sur RTL, François ASSELIN estime qu'il faut relancer en priorité les secteurs – comme l'aéronautique et la construction – qui génèrent beaucoup de main d'œuvre : « <i>Il faut donner du travail aux Français</i> ». ○ Dans une tribune à l'Obs le 14 mai, selon Olivier FAURE (PS) et Yannick JADOT (EELV), l'État d'urgence sociale doit se déployer dans l'ensemble du pays. Ils appellent à imaginer un nouveau système de protection sociale.
	<p style="text-align: center;">Baisse des cotisations sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Éric WOERTH (LR – président de la commission FIN), 12 mai, Le Parisien : un dispositif « zéro charge » pendant deux ans pour le premier emploi ; transformer le chômage partiel en baisse de charges patronales. ○ PPL de Guillaume PELTIER (LR Loir-et-Cher) du 28 avril : supprimer la contribution sociale de solidarité des sociétés « <i>pour réduire la fragilité de nos entreprises</i> ».
	<p style="text-align: center;">TVA sociale</p> <p>Les 13 et 15 mai, dans la Tribune et le Point, le député REM de Paris Sylvain MAILLARD a appelé à la création d'une « TVA sociale pour réindustrialiser la France ». « <i>Augmenter la TVA fera baisser les charges de production de nos entreprises en France. Ce levier permettra de réindustrialiser, mais également d'augmenter les salaires, et de créer de l'emploi. On rentre dans un cercle vertueux. Cette TVA sera une vraie barrière protectrice pour notre industrie</i> ».</p>
	<p style="text-align: center;">Emploi des jeunes</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ François HOLLANDE, sur France Inter le 25 mai, proposait également de favoriser l'embauche des jeunes par des exonérations de cotisations ou des primes. ○ Valérie PECRESSE (Libres ! Présidente de la région Ile de France), 18 mai, BFM TV : exonérer de toutes charges sociales pour l'embauche d'un jeune pendant deux ans.
	<p style="text-align: center;">Temps de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Éric WOERTH, 12 mai, Le Parisien : ouverture libre des magasins pour une période donnée. ○ Christian JACOB, président du parti Les Républicains, a déclaré, le 11 mai, sur France Inter : « <i>Il faut sortir du carcan des 35 heures</i> ». Cette question doit se régler dans l'entreprise ou dans les branches. ○ La Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (iFRAP), dans un rapport publié le 7 mai, préconise un allongement de la durée du travail. ○ Geoffroy ROUX de BÉZIEUX, président du Medef, dans un entretien au Figaro le 10 avril, estime qu'il faudra « <i>se poser tôt ou tard la question du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter en travaillant plus la création de croissance supplémentaire</i> ». ○ L'Institut Montaigne a formulé neuf propositions concernant le travail pour faciliter la reprise de l'économie. Inciter à l'augmentation du temps de travail, notamment dans les

administrations publiques ; Supprimer le jeudi de l'Ascension comme jour férié ; Supprimer la première semaine des vacances scolaires de la Toussaint en 2020.

- **Dons de RTT** : proposition de la majorité soutenue par **Muriel PENICAUD**, ministre du Travail. Possibilité pour les salariés de faire don de leurs jours de congés aux soignants. Leur entreprise pourrait verser l'équivalent en euros des RTT donnés par les salariés à un don spécifique géré par les impôts ([Les Échos](#)).